

FP

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.981/4
DU 30 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 2 mai 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'organisation des filières de métiers, domaines d'expertise et pôles de compétence", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Dispositif

Articles 6 et 7

1. L'article 6, alinéa 1^{er}, du projet, dispose :

"Les corps et spécialités énumérés dans les arrêtés royaux des 5 octobre 1976 et 13 janvier 2003 sont intégrés dans les filières de métiers et domaines d'expertise visés aux articles 2 et 3 conformément aux tableaux I et II de l'annexe B au présent arrêté".

Or, ces tableaux, qui règlent à titre transitoire la situation des militaires actuellement inscrits dans les corps et spécialités énumérés dans les arrêtés royaux des

.../...

5 octobre 1976 ¹ et 13 janvier 2003 ², n'organisent cependant pas une conversion "automatique" des corps et spécialités en filières de métiers ou en domaines d'expertise. Les militaires faisant partie d'un même corps peuvent, en effet, être insérés dans différentes filières de métiers. Pour certains, il y a même un choix à opérer entre une ou plusieurs filières de métiers et un domaine d'expertise, donc entre une carrière militaire "normale" et une carrière plane (c'est, par exemple, le cas des officiers du service médical/support médical).

Il y a par conséquent une décision qui doit être prise, pour chaque militaire et sur la base des critères énumérés à l'article 7, § 2, du projet d'arrêté ³, quant à son insertion dans une filière de métier ou un domaine d'expertise (ainsi que dans un pôle de compétence, le cas échéant).

Or, l'article 7, § 1^{er}, du projet d'arrêté, décrit uniquement la procédure de recours contre l'inscription dans une filière de métiers, un domaine d'expertise ou un pôle de compétences, recours tranché par le "Directeur général human resources". Cet article ne décrit pas la procédure d'attribution de ces filières de métiers, domaines d'expertise et pôles de compétence. Il ne précise pas non plus quelle serait l'autorité habilitée à opérer cette désignation.

Le projet gagnerait à être précisé sur ces deux points.

2. Comme indiqué ci-dessus, l'article 7, § 2, du projet d'arrêté décrit les critères pris en compte pour choisir, dans le cadre du mécanisme transitoire mis en place par l'arrêté en projet, les filières de métiers, domaines d'expertise et pôles de compétences dans lesquels sont inscrits chaque militaire en service à la date d'entrée en vigueur fixée par l'article 8 du projet d'arrêté.

(1) déterminant les corps d'officiers des forces armées et qui est abrogé par l'article 5, alinéa 1^{er}, 1/, en projet.

(2) relatif à l'organisation des corps et spécialités auxquels sont affectés les sous-officiers des forces armées et qui est abrogé par l'article 5, alinéa 1^{er}, 2/, du projet.

(3) Voir également les conditions fixées à l'article 243, §§ 2 à 4, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées.

À la lecture de l'article 6, alinéa 2, il n'est cependant pas possible de déterminer si ces critères doivent être mis en oeuvre pour appliquer l'article 6, alinéa 1^{er} (qui renvoie aux tableaux repris en annexe B) ou, au contraire, s'ils permettent d'y déroger.

Le projet doit être précisé sur ce point, afin de mieux faire ressortir l'articulation entre l'article 6 et l'article 7, § 2.

Article 8

Quant à l'entrée en vigueur différée des articles 38, alinéas 2 et suivants, et 39 de la loi du 28 février 2007, précitée, ainsi que des articles 2 et 3 du projet d'arrêté, les officiers délégués ont précisé ce qui suit :

"Le 1^{er} janvier 2009 constitue la date d'entrée en vigueur envisagée. Cette date est cependant susceptible d'évoluer, tenant compte des délais d'élaboration d'autres dispositions réglementaires. Une entrée en vigueur du projet n'a en effet de sens que si elle est simultanée à celle d'autres projets relatifs, notamment, au recrutement et à la formation des militaires dans le nouveau cadre de carrière mixte.

C'est également la raison pour laquelle le projet ne prévoit pas l'entrée en vigueur des articles 38, alinéas 2 et suivants, et 39. Ces articles seront mis en vigueur par des projets distincts, relatifs à la formation et fixant une nouvelle enveloppe en personnel (nouvelle répartition par FM/DE/PC).

Le sort particulier réservé aux articles 2 et 3 du projet s'explique pour la même raison et parce qu'il s'agit de les distinguer en tant que dispositions en régime des dispositions transitoires des articles 6 et 7. Les articles 2 et 3 du projet seront mis en vigueur en même que les articles 40 et 41 de la loi précitée, respectant ainsi un mécanisme en deux temps : tout d'abord, inscription du militaire dans un FM/DE/PC par intégration des anciens C/S, ensuite, une fois inscrit dans un FM/DE/PC, transfert du militaire possible, d'office ou à la demande, selon les dispositions en régime."

Compte tenu de cette réponse, l'attention de l'auteur du projet est cependant attirée sur les points suivants :

- a) la rédaction de l'article 8, 2/, du projet implique que les articles 2 et 3 entreraient en vigueur le 10^e jour suivant la publication de l'arrêté au Moniteur belge;

.../...

- b) le Conseil d'État n'aperçoit pas comment il serait possible de faire entrer en vigueur l'article 6, de l'arrêté en projet, sans que les articles 2 et 3 du même arrêté, auxquels cette disposition se réfère expressément, soient eux-mêmes entrés en vigueur.

L'article 8 du projet d'arrêté doit donc être revu afin de mieux répondre à l'intention de son auteur tout en veillant à assurer la cohérence entre les différentes dates d'entrée en vigueur prévues pour les diverses dispositions de l'arrêté.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.981/4
VAN 30 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 2 mei 2007 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de organisatie van de vakrichtingen, expertisedomeinen en competentiepools", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikelen 6 en 7

1. Artikel 6, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"De korpsen en specialiteiten opgesomd in de koninklijke besluiten van 5 oktober 1976 en 13 januari 2003 worden opgenomen in de vakrichtingen en expertisedomeinen bepaald in de artikelen 2 en 3 overeenkomstig de tabellen I en II van bijlage B bij dit besluit."

.../...

Deze tabellen, die bij wijze van overgangsmaatregel de situatie regelen van de militairen die thans ingeschreven zijn in de korpsen en specialiteiten die worden opgesomd in de koninklijke besluiten van 5 oktober 1976¹ en 13 januari 2003², voorzien echter niet in een "automatische" omzetting van de korpsen en specialiteiten in vakrichtingen en expertisedomeinen. De militairen die van eenzelfde korps deel uitmaken, kunnen immers worden opgenomen in verschillende vakrichtingen. Voor sommigen moet er zelfs een keuze worden gemaakt tussen een of meer vakrichtingen en een expertisedomein, dus tussen een "normale" militaire loopbaan en een vlakke loopbaan (dit is bijvoorbeeld het geval met de officieren van de medische dienst/medisch ondersteunend personeel).

Er moet bijgevolg voor elke militair een beslissing worden genomen op basis van de in artikel 7, § 2, van het ontwerp van besluit opgesomde criteria³, wat betreft zijn opneming in een vakrichting of een expertisedomein (alsmede in een competentiepool, in voorkomend geval).

Artikel 7, § 1, van het ontwerp van besluit beschrijft evenwel uitsluitend de procedure om beroep in te stellen tegen de inschrijving in een vakrichting, expertisedomein of competentiepool, over welk beroep wordt beslist door de directeur-generaal human resources. Dit artikel beschrijft niet de procedure voor de toewijzing van deze vakrichtingen, expertisedomeinen en competentiepools. Er wordt evenmin in vermeld welke overheid gemachtigd zou zijn voor deze aanwijzing.

Het zou het ontwerp ten goede komen als het op deze twee punten zou worden verduidelijkt.

-
- (1) houdende vaststelling van de officierenkorpsen van de krijgsmacht en dat wordt opgeheven bij artikel 5, eerste lid, 1/ van het ontwerp.
- (2) betreffende de organisatie van de korpsen en specialiteiten in dewelke de onderofficieren van de krijgsmacht worden ingedeeld en dat wordt opgeheven bij artikel 5, eerste lid, 2/ van het ontwerp.
- (3) Zie eveneens de voorwaarden bepaald in artikel 243, §§ 2 tot 4, van de wet van 24 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht.

2. Zoals hierboven aangegeven omschrijft artikel 7, § 2, van het ontwerp van besluit de in aanmerking te nemen criteria om in het kader van de overgangsregeling die door het ontworpen besluit wordt ingesteld een keuze te maken uit de vakrichtingen, expertisedomeinen en competentiepools waarin elke militair wordt ingeschreven die in dienst is op de datum van inwerkingtreding vastgesteld bij artikel 8 van het ontwerp van besluit.

Bij het lezen van artikel 6, tweede lid, kan echter niet worden bepaald of van deze criteria gebruik moet worden gemaakt om artikel 6, eerste lid (dat verwijst naar de tabellen van bijlage B), toe te passen, dan wel of ze het daarentegen mogelijk maken ervan af te wijken.

Het ontwerp moet op dit punt worden verduidelijkt om beter de samenhang tussen artikel 6 en artikel 7, § 2, aan te geven.

Artikel 8

In verband met de uitgestelde inwerkingtreding van de artikelen 38, tweede lid en volgende, en 39 van de voormelde wet van 28 februari 2007, alsook van de artikelen 2 en 3 van het ontwerp van besluit, hebben de gemachtigde officieren op het volgende gewezen :

"Le 1^{er} janvier 2009 constitue la date d'entrée en vigueur envisagée. Cette date est cependant susceptible d'évoluer, tenant compte des délais d'élaboration d'autres dispositions réglementaires. Une entrée en vigueur du projet n'a en effet de sens que si elle est simultanée à celle d'autres projets relatifs, notamment, au recrutement et à la formation des militaires dans le nouveau cadre de carrière mixte.

C'est également la raison pour laquelle le projet ne prévoit pas l'entrée en vigueur des articles 38, alinéas 2 et suivants, et 39. Ces articles seront mis en vigueur par des projets distincts, relatifs à la formation et fixant une nouvelle enveloppe en personnel (nouvelle répartition par FM/DE/PC).

Le sort particulier réservé aux articles 2 et 3 du projet s'explique pour la même raison et parce qu'il s'agit de les distinguer en tant que dispositions en régime des dispositions transitoires des articles 6 et 7. Les articles 2 et 3 du projet seront mis en vigueur en même que les articles 40 et 41 de la loi précitée, respectant ainsi un mécanisme en deux temps : tout d'abord, inscription du militaire dans un FM/DE/PC par intégration des anciens C/S, ensuite, une fois inscrit dans un FM/DE/PC, transfert du militaire possible, d'office ou à la demande, selon les dispositions en régime."

Gelet op dit antwoord wordt de aandacht van de steller van het ontwerp echter op de volgende punten gevestigd :

- a) de redactie van artikel 8, 2/, van het ontwerp houdt in dat de artikelen 2 en 3 in werking zouden treden de 10^e dag na de bekendmaking van het besluit in het Belgisch Staatsblad;
- b) het is de Raad van State niet duidelijk hoe men artikel 6 van het ontworpen besluit in werking zou kunnen laten treden, zonder dat de artikelen 2 en 3 van hetzelfde besluit, waarnaar deze bepaling uitdrukkelijk verwijst, zelf in werking getreden zijn.

Artikel 8 van het ontwerp van besluit moet dus worden herzien om beter aan de bedoeling van de steller ervan te beantwoorden en hierbij moet ervoor worden gezorgd dat de verschillende data van inwerkingtreding voorgeschreven voor de verschillende bepalingen van het besluit op elkaar worden afgestemd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE